OBJECTIF

ALPHA ALLOCATION

Société d'Investissement à Capital Variable

RAPPORT ANNUEL

au 31 Mars 2017

Assemblée Générale Ordinaire
au 27 juin 2017

OPC du groupe LAZARD

Siège social : 121, boulevard Haussmann, 75008 Paris
495 123 572 R.C.S. PARIS

conseil d'administration
et commissaire aux comptes

au 31 mars 2017

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
M. Matthieu Grouès
Associé - Gérant de Lazard Frères Gestion S.A.S.

DIRECTEUR GENERAL DELEGUE
ADMINISTRATEUR
M. Colin Faivre
Directeur Adjoint de Lazard Frères Gestion S.A.S.

ADMINISTRATEURS
M. Romain Fournier-Bourdier
Directeur Adjoint de Lazard Frères Gestion S.A.S.

M. François-Marc Durand
Président de Lazard Frères Gestion S.A.S.

Lazard Frères Gestion S.A.S.
représentée par M.Jean-Jacques de Gournay
Associé - Gérant de Lazard Frères Gestion S.A.S.

COMMISSAIRE AUX COMPTES
PriceWaterHouseCoopers Audit

à l'issue de l'Assemblée
Générale Ordinaire

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
M. Matthieu Grouès
Associé - Gérant de Lazard Frères Gestion S.A.S.

DIRECTEUR GENERAL DELEGUE
ADMINISTRATEUR
M. Colin Faivre
Directeur Adjoint de Lazard Frères Gestion S.A.S.

ADMINISTRATEURS
M. Romain Fournier-Bourdier
Directeur Adjoint de Lazard Frères Gestion S.A.S.

M. François-Marc Durand
Président de Lazard Frères Gestion S.A.S.

Lazard Frères Gestion S.A.S.
représentée par M.Jean-Jacques de Gournay
Associé - Gérant de Lazard Frères Gestion S.A.S.

COMMISSAIRE AUX COMPTES
PriceWaterHouseCoopers Audit

OPCVM DIVERSIFIE
OPC conforme aux normes européennes
Sicav de capitalisation
Sicav d' actions "A"
Sicav d' actions "B"

Objectif de gestion

L'objectif de gestion vise à réaliser une performance supérieure à 5% l'an en mettant en œuvre une allocation opportuniste entre les différentes classes d'actifs (actions, obligations, instruments des marchés monétaires, instruments financiers sur devises et indices de contrats futures de matières premières, et produits dérivés).

Indicateur de référence

Aucun, la Sicav ne cherche pas à sur-performer un indice de marché.

Profil de risque

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion.
Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

- Risque en capital :
La Sicav ne bénéficie d'aucune garantie ni protection, il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.

- Risque lié à la gestion et l'allocation d'actifs discrétionnaire :
La performance de la Sicav dépend à la fois des sociétés choisies par le gérant et à la fois de l'allocation d'actifs faite par ce dernier. Il existe donc un risque que le gérant ne sélectionne pas les titres les plus performants et que l'allocation faite entre les différents marchés ne soit pas optimale.

- Risque de surexposition de la Sicav :
La Sicav pouvant investir sur des produits dérivés et des titres vifs avec une exposition maximale globale de 200% de l'actif net, la valeur liquidative de la Sicav peut donc être baissée de manière plus importante que les marchés sur lesquels la Sicav est exposée.

- Risque Actions :
L'investisseur est exposé sur le risque actions. En effet, la variation du cours des actions peut avoir un impact négatif sur la valeur liquidative de la Sicav. En période de baisse du marché des actions, la valeur liquidative baissera.

La Sicav est exposé à des sociétés dont la taille de capitalisation peut être faible. Ces entreprises, en raison de leurs caractéristiques spécifiques, peuvent présenter des risques pour les investisseurs. L'attention des souscripteurs est attirée sur les conditions de fonctionnement et de surveillance des marchés émergents sur lesquels la Sicav est exposée, qui peuvent s'écarter des standards prévalant sur les places internationales.

- Risque lié à l'investissement dans des obligations convertibles :
La Sicav peut investir dans des obligations convertibles. La valeur liquidative de la Sicav est susceptible de connaître des variations en fonction de l'évolution de la valeur de l'option de conversion (c'est-à-dire la possibilité de convertir l'obligation en action).

- Risque de taux :
Les variations de taux d'intérêt peuvent avoir un impact négatif sur la valeur des investissements de la Sicav. Si les taux d'intérêt augmentent, les cours des obligations baissent, pouvant provoquer une chute de la valeur liquidative de la Sicav.

- Risque de crédit et de contrepartie :
Le risque de crédit correspond au risque que l'émetteur d'un titre obligataire fasse défaut. Cette défaillance pourra faire baisser la valeur liquidative de la Sicav. Même dans le cas où aucun émetteur ne fait défaut, les variations des marges de crédit peuvent conduire la performance à être négative. Ces risques sont d'autant plus importants que la qualité de crédit de l'émetteur est basse, qu'il s'agisse d'émetteurs de la catégorie "spéculative/High Yield" et / ou liés à des marchés émergents.

- Risque de change :
La Sicav peut investir dans des instruments libellés dans des devises autres que l'euro.
La valeur liquidative de la Sicav pourra baisser si le taux de change varie.

Plus généralement, il se peut que la Sicav n'atteigne pas son objectif de performance.

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

Action A et B : Les actions A et B sont destinées à tous investisseurs.

La Sicav s'adresse aux souscripteurs qui souhaitent diversifier leur portefeuille
(actions, obligations, gestion alternative).

Il est également fortement recommandé aux souscripteurs de diversifier suffisamment leurs investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de la Sicav.

Informations relatives aux investisseurs américains :
La Sicav n'est pas enregistrée en tant que véhicule d'investissement aux Etats-Unis et ses actions ne sont pas et ne seront pas enregistrées au sens du Securities Act de 1933 et, ainsi, elles ne peuvent pas être proposées ou vendues aux Etats-Unis à des *Restricted Persons* , telles que définies ci-après.

Les *Restricted Persons* correspondent à (i) toute personne ou entité située sur le territoire des Etats-Unis (y compris les résidents américains), (ii) toute société ou toute autre entité relevant de la législation des Etats-Unis ou de l'un de ses Etats, (iii) tout personnel militaire des Etats-Unis ou tout personnel lié à un département ou une agence du gouvernement américain situé en dehors du territoire des Etats-Unis, ou (iv) toute autre personne qui serait considérée comme une U.S. Person au sens de la Regulation S issue du Securities Act de 1933, tel que modifié.

FATCA :
En application des dispositions du *Foreign Account Tax Compliance Act* (« FATCA ») applicables à compter du 1er juillet 2014, dès lors que la Sicav investit directement ou indirectement dans des actifs américains, les capitaux et revenus tirés de ces investissements sont susceptibles d'être soumis à une retenue à la source de 30%.

Afin d'éviter le paiement de la retenue à la source de 30%, la France et les Etats-Unis ont conclu un accord intergouvernemental aux termes duquel les institutions financières non américaines (« foreign financial institutions ») s'engagent à mettre en place une procédure d'identification des investisseurs directs ou indirects ayant la qualité de contribuables américains et à transmettre certaines informations sur ces investisseurs à l'administration fiscale française, laquelle les communiquera à l'autorité fiscale américaine (« Internal Revenue Service »).

La Sicav, en sa qualité de *foreign financial institution* , s'engage à se conformer à FATCA et à prendre toute mesure relevant de l'accord intergouvernemental précité.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cette Sicav dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée de placement recommandée, mais également de sa capacité à prendre des risques, ou, au contraire, à privilégier un investissement prudent.

La durée de placement recommandée est de 5 ans minimum.

Modalités d'affectation des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :
1) le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde de régularisation des revenus ;
Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille de la SICAV majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.
2) les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux 1) et 2) peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

Les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception des sommes qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

ETABLISSEMENT CHARGE de RECUEILLIR les SOUSCRIPTIONS et les RACHATS

Les souscriptions et les demandes de rachat sont effectuées chez Lazard Frères Gestion S.A.S. sur la base
- de la prochaine valeur liquidative pour les souscriptions et les rachats (règlement dateV.L.+3 ouvrés)
pour les ordres passés avant 10 H 00.

DÉPOSITAIRE

LAZARD FRERES BANQUE. 121, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 27 JUIN 2017

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous présenter le bilan et les comptes afférents à votre société pour l'exercice qui s'est déroulé du 31 mars 2016 au 31 mars 2017.

Durant cet exercice, l'actif net est passé de € 6 141 686,12 le 31 mars 2016 à € le 7 886 981,37 le 31 mars 2017.
Le nombre d'actions en circulation étant de 116 actions « A » et 530 actions « B ».

Actions « A »

Aucune action n'a été souscrite ni rachetée tout au long de l'exercice.

La valeur liquidative de € 52 247,74 le 31 mars 2016 est passée à € 67 427,24 le 31 mars 2017 ce qui correspond à une évolution de +29,05 %.

La performance passée ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPC et n'est pas constante dans le temps.

Actions « B »

Aucune action n'a été souscrite tout au long de l'exercice.

Parallèlement, le nombre d'actions présentées au rachat a été de 310 pour un montant de € 29 383,90.

La valeur liquidative de € 96.36 le 31 mars 2016 est passée à € 123,43 le 31 mars 2017 ce qui correspond à une évolution de +28,09 %.

La performance passée ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPC.

Information relative aux mouvements du portefeuille sur la période :

Code de mouvement	Isin	Libellé	Montant Net €
Achat	FR0010365288	FCP Obj. Acts. Emergentes I-	695 928,42
Achat	FR0011537646	FCP Obj.recovery Euroz.-A-(3d)	572 159,50
Achat	FR0013235223	FCP Laz.equity Expansion-F(3d)	487 931,52
Achat	FR0012817567	FCP Laz.equity Expansion-A(3d)	453 508,40
Achat	PTOTEBOE0020	Portugal(rep.) 4,1% 15-15fe45a	357 653,70

Code de mouvement	Isin	Libellé	Montant Net €
Vente	FR0000004012	Objectif Japon A-	994 495,78
Vente	FR0010365288	FCP Obj. Acts. Emergentes I-	683 268,49
Vente	FR0012817567	FCP Laz.equity Expansion-A(3d)	484 038,10
Vente	FR0011291657	FCP Obj.court Terme Euro C-3d	201 084,00
Vente	FR0012044519	FCP Obj. Alpha Monde A-(3d)	150 644,40

Opérations de financement sur titres en application du Règlement SFTR :
L'OPC n'a pas eu recours à des opérations de financement sur titres au cours de l'exercice clos au 31 mars 2017.

Information relative au risque global :
La méthode de calcul utilisée par l'OPC est celle du calcul de l'engagement.

Information relative aux acquisitions et cessions temporaires de titres :

Dans le cadre de la gestion quotidienne de la trésorerie, le gestionnaire pourra avoir recours à des opérations de repo. Ces pensions livrées se font exclusivement avec Lazard Frères Banque et sur une durée d'une journée, éventuellement renouvelable.

Les titres reçus en garantie par l'OPC afin de réduire le risque de contrepartie seront, les cas échéants, détaillés dans la rubrique « 3.9 Autres opérations » des compléments d'information.

Les revenus sur ces opérations sont mentionnés dans le compte de résultat, dans la rubrique « Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres ».

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

Introduction

L'année écoulée a été marquée par deux évènements politiques inattendus : le vote britannique en faveur d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne, en juin 2016, et la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles américaines, en novembre 2016. Contrairement à ce que l'on pouvait craindre, ces deux évènements ont été bien absorbés par les marchés financiers et l'économie mondiale. L'activité a même accéléré au second semestre de 2016, après un premier semestre médiocre, à la fois dans les économies avancées et dans les économies émergentes, permettant un rebond des échanges mondiaux en fin d'année. L'amélioration du climat des affaires au début de 2017 laisse attendre une poursuite de cette tendance, bien que les incertitudes politiques restent importantes. De manière générale, l'inflation s'est redressée dans les pays avancés, essentiellement du fait de la remontée des cours de l'énergie, alors que les tensions sous-jacentes sont restées modérées. En revanche, l'inflation a ralenti dans les pays émergents exportateurs de matières premières, grâce à la dissipation des effets de la dépréciation passée des devises. Globalement, les politiques monétaires des grandes banques centrales sont restées très accommodantes. La Réserve Fédérale (Fed) a été très prudente, avec deux hausses de taux de 25 points de base. La Banque centrale européenne (BCE) a réduit le montant de ses achats mensuels d'actifs mais elle a maintenu un discours accommodant et allongé la durée de son programme d'achats. La Banque du Japon a annoncé un contrôle de la pente de la courbe des rendements et la Banque d'Angleterre a réduit son taux directeur. Sur cette toile de fond d'accélération de la croissance et de l'inflation, les marchés actions ont été dynamiques, alors que les marchés obligataires ont été pénalisés par la remontée des taux d'intérêt.

Croissance du PIB en volume (%)	2015	2016	2017 (e)	2018 (e)
Monde	3,4	3,1	3,5	3,6
Pays avancés	2,1	1,7	2,0	2,0
Pays émergents	4,2	4,1	4,5	4,8
Zone euro	2,0	1,7	1,7	1,6
Etats-Unis	2,6	1,6	2,3	2,5
Japon	1,2	1,0	1,2	0,6
Royaume-Uni	2,2	1,8	2,0	1,5
Chine	6,9	6,7	6,6	6,2
Inde*	7,9	6,8	7,2	7,7
Brésil	-3,8	3,6	0,2	1,7
Russie	-2,8	-0,2	1,4	1,4

Perspectives économiques du FMI mises à jour en avril 2017
* Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire

Sur les douze derniers mois, l'indice MSCI World All Country en dollars est en hausse de 12,7%. Les performances sont relativement homogènes entre les zones : +16,3% pour l'Eurostoxx en euros, +14,7% pour l'indice S&P 500 en dollars, +14,5% pour l'indice MSCI des pays émergents en dollars et +12,3% pour le Topix en yen, le tout hors dividendes.

Contrairement aux évolutions de début 2016, les marchés actions ont connu une période relativement calme jusqu'au début du mois de juin, grâce à l'apaisement des inquiétudes sur la croissance américaine et à la remontée des cours du pétrole. Ils ont ensuite été ballotés par les sondages liés au référendum du 23 juin sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union Européenne. La victoire du vote en faveur du Brexit a déclenché une forte baisse car les investisseurs anticipaient un maintien, donné favori par les bookmakers à l'approche du scrutin. Mais la volatilité n'aura finalement été que de courte durée et les marchés actions ont vite effacé la baisse liée au Brexit, dans un contexte de révision en hausse des prévisions de résultats des entreprises.

En fin d'année, les victoires de Donald Trump aux élections américaines du 8 novembre et du non au référendum sur la constitution en Italie, le 4 décembre, n'ont pas précipité une nouvelle baisse, contrairement à ce que l'on aurait pu craindre. Le plan de relance envisagé par le nouveau président américain a même propulsé le S&P 500 sur de nouveaux sommets, les investisseurs pariant sur un regain de croissance et une amélioration des bénéfices des sociétés. Les marchés actions de la zone euro avaient bien anticipé le rejet du référendum sur la Constitution en Italie et ont salué les nouvelles annonces de la BCE pour finir sur leur plus haut niveau de l'année en décembre 2016. Au premier trimestre 2017, les marchés actions mondiaux se sont inscrits en forte hausse, largement portés par l'amélioration des perspectives de croissance mondiale et des résultats des entreprises.

Sur les marchés obligataires, les taux à 10 ans des obligations des Etats allemands et américains ont baissé jusqu'à l'été pour toucher un point bas à respectivement -0,19% et 1,36% début juillet 2016. Les signaux rassurants sur la conjoncture ont ensuite permis une remontée qui s'est accentuée après la victoire de Donald Trump, car l'éventualité d'une relance budgétaire et le rebond du pétrole ont poussé un peu plus haut les anticipations d'inflation. Au final, le taux à 10 ans allemand est passé de 0,15% à 0,33% sur un an et celui de son homologue américain de 1,77% à 2,39%.

Les marges de crédit par rapport à l'Allemagne se sont nettement écartées en Italie (+92 pb), au Portugal (+86 pb) et, dans une moindre mesure, en France (+31 pb), en raison des incertitudes politiques. Elles ont été à peu près stables en Espagne (+6 pb) et se sont fortement resserrées en Grèce (-178 pb). D'après les indices Merrill Lynch, les marges de crédit des obligations privées de bonne qualité par rapport aux obligations d'Etat se sont resserrées de 8 points de base. Celles des obligations à haut rendement de 148 points de base, à respectivement 113 et 357 points de base.

Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié de 6,4% face au dollar et de 7,4% face au yen. En revanche, il s'est apprécié de 7,1% contre la livre sterling.

Sur le marché du pétrole, les prix se sont redressés avec les espoirs d'un accord entre les grands producteurs de pétrole et les ruptures d'approvisionnement sur plusieurs marchés. Le 28 septembre, les membres de l'OPEP sont finalement parvenus à un accord de principe sur une réduction de la production, qui a été entériné le 30 novembre. Sur un an, le prix du baril de Brent a augmenté de 36% pour se situer à 53 dollars fin mars 2017, contre 39 dollars fin mars 2016.

Etats-Unis

La croissance américaine s'est établie à +2,1% en rythme annualisé au T4 2016 (+2,0% sur un an), après +3,5% au T3 2016 et +1,4% au T2 2016. La consommation des ménages et l'investissement ont accéléré en cours d'année et le cycle de stockage est devenu plus favorable. Le commerce extérieur a été un frein important en fin d'année.

Les enquêtes ISM de confiance des entreprises se sont nettement améliorées après les points bas atteints à l'été 2016 et cette tendance s'est amplifiée à la suite de l'élection de Donald Trump. En mars 2017, l'indice du secteur manufacturier se situait à 57,2, contre 51,7 en mars 2016, et l'indice du secteur non-manufacturier à 55,2, contre 54,9 en mars 2016.

Le marché du travail est resté dynamique, mis à part deux trous d'air sur l'emploi en mai 2016 et en mars 2017. En moyenne, 171 000 emplois ont été créés sur les douze derniers mois. Sur cette période, le taux de chômage est passé de 5,0% à 4,5%. Le salaire horaire a augmenté de 2,7% sur un an en mars 2017.

La consommation privée a bénéficié d'un coup de fouet au deuxième trimestre 2016, quand les ménages ont utilisé une partie des gains de pouvoir d'achat liés à la baisse du pétrole, jusque-là épargnés. Elle a légèrement ralenti aux troisièmes et quatrièmes trimestres 2016 avant de baisser en janvier et février 2017. Sur un an, la consommation privée a augmenté de 2,6% et le taux d'épargne est passé de 6,2% à 5,6% du revenu disponible.

Dans le secteur de la construction, la reprise s'est poursuivie. Les permis de construire et les mises en chantier de logements individuels ont progressivement accéléré pour atteindre des plus hauts dans ce cycle. Ils ont progressé de respectivement 13,5% et 9,5% sur un an en février 2017. La confiance des constructeurs de maisons s'est nettement améliorée. Les prix de l'immobilier ont augmenté de 5,9% sur un an en janvier 2017, contre +5,1% en mars 2016.

Dans le secteur résidentiel, les ventes de maisons neuves et de maisons anciennes restent orientées à la hausse. Les premières ont progressé de 8,6% sur un an en mars 2017 et les secondes de 5,4% sur un an en février 2017.

Les commandes de biens d'investissement se sont progressivement redressées à partir de l'été 2016, notamment dans les secteurs miniers et pétroliers. Sur un an, les commandes hors défense et aviation sont quasiment stables (+0,3% en février), alors qu'elles étaient en baisse de 3,1% en mars 2016.

Le déficit commercial a atteint 43,6 milliards de dollars en février 2017, contre 37,3 milliards en mars 2016. Les exportations en volume ont fortement baissé en fin d'année, par contrecoup d'une forte hausse à l'été. En parallèle, les importations ont continué de se redresser.

L'inflation a fortement accéléré, principalement du fait de la remontée des cours des matières premières, alors que l'inflation sous-jacente est restée relativement stable. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,4% sur un an en mars 2017, contre +0,9% en mars 2016, et de 2,0% hors énergie alimentation.

Dans ce contexte, la Fed a augmenté son taux directeur de 25 points de base en décembre 2016 et en mars 2017, le portant dans la fourchette de 0,75%-1,00%.

Zone euro

La croissance dans la zone euro a progressivement accéléré sur les douze derniers mois. Le PIB a augmenté de 1,9% en rythme annualisé au T4 2016 (+1,8% sur un an), après +1,7% au T3 2016 et +1,3% au T2 2016. La consommation privée est restée le principal moteur de l'expansion économique.

Le climat des affaires s'est amélioré à partir de l'automne 2016, en dépit des nombreuses incertitudes politiques. L'indice PMI composite a atteint son plus haut niveau dans ce cycle en mars 2017 à 56,4, contre 53,1 en mars 2016.

Le taux de chômage dans la zone euro a poursuivi sa baisse pour se situer à 9,5% en février 2017. Il retrouve ainsi son niveau d'avant la crise de la dette souveraine, après avoir atteint un pic à 12,1% début 2013.

L'inflation dans la zone euro a nettement accéléré sur les douze derniers mois, surtout du fait de sa composante énergétique. En revanche, l'inflation sous-jacente est restée relativement stable. L'inflation globale a atteint +1,5% sur un an en mars 2017, contre +0,0% en mars 2016, et l'inflation sous-jacente +0,7%.

En Allemagne, la croissance a ralenti aux deuxièmes et troisièmes trimestres mais elle a rebondi à +1,7% en rythme annualisé au T4 2016 (+1,7% sur un an). L'indice PMI composite du climat des affaires s'est maintenu sur un bon niveau en 2016 et s'est amélioré au début de 2017. Il se situait à 57,1 en mars 2017, contre 54,0 un an plus tôt.

En France, après une contraction du PIB au T3 2016, la croissance est repartie pour atteindre +1,7% en rythme annualisé au T4 2016 (+1,1% sur un an). L'indice PMI composite du climat des affaires s'est inscrit en forte hausse sur les douze derniers mois. Il s'est établi à 56,8 en mars 2017, contre 50,0 un an plus tôt. Le taux de chômage a été quasi stable à 10,0%, selon les données d'Eurostat.

En Italie, la croissance est restée à la traîne. Le PIB a progressé de 0,7% en rythme annualisé au T4 2017 (+1,0% sur un an). Le 4 décembre, les italiens ont rejeté à une large majorité (59,1%) la réforme constitutionnelle voulue par Matteo Renzi qui a démissionné dans la foulée.

En Espagne, la dynamique de rattrapage s'est à peine essoufflée. La croissance s'est établie à +2,8% au T4 2016 (+3,0% sur un an). Les élections parlementaires espagnoles du 26 juin n'avaient pas permis de dégager une majorité de gouvernement. Le 29 octobre, le parlement a finalement accordé sa confiance à Mariano Rajoy, leader du Parti Populaire, qui a formé un gouvernement de minorité.

Le 8 décembre 2016, la BCE a annoncé une réduction du montant mensuel de ses achats d'actifs de 80 à 60 milliards d'euros à partir du mois d'avril 2017. En parallèle, la durée du programme d'achat (*Asset Purchase Programme* – APP) a été étendu de neuf mois, jusqu'à fin décembre 2017. Pour faciliter la mise en œuvre de l'APP, certaines modalités ont été assouplies : la maturité des titres éligibles au

programme d'achats de titres du secteur public a été réduite de deux ans à un an, et les achats de titres du secteur public assortis d'un rendement inférieur au taux de dépôt ont été autorisés.

Japon

La croissance japonaise est restée modérée. Elle s'est établie à +2,2% en rythme annualisé au T2 2016 avant de ralentir à +1,2% au T3 2016 et de conserver ce rythme au T4 2016 (+1,6% sur un an). Le climat des affaires a été morose jusqu'à l'automne 2016 mais s'est ensuite nettement s'amélioré. L'indice PMI composite se situait à 52,9 en mars 2017 contre 49,9 un an plus tôt.

Le marché du travail est resté tendu et les salaires ont augmenté modérément. En février 2017, le taux de chômage s'est établi à 2,8% et le salaire de base a progressé de 0,2% sur un an.

L'inflation globale s'est redressée, après avoir été négative aux deuxièmes et troisièmes trimestres 2016. Elle a atteint +0,3% sur an en mars 2017. En revanche, l'inflation sous-jacente a ralenti.

En juin 2016, le gouvernement japonais a annoncé un report de deux ans et demi de la hausse prévue de la TVA, à octobre 2019. En août 2016, il a également annoncé un plan de soutien budgétaire de 1,5% du PIB pour l'exercice 2016-2017.

Le 21 septembre 2016, la Banque du Japon a introduit un objectif de contrôle de la pente de la courbe des rendements, passant par le maintien du taux à 10 ans sur des niveaux proches de zéro. Elle s'est également engagée à dépasser son objectif d'inflation (2%).

Chine

La croissance chinoise est restée relativement stable sur les derniers trimestres. Au T1 2017, elle s'est établie à +6,9% sur un an. Lors de l'Assemblée nationale populaire de mars 2017, le gouvernement a annoncé viser une croissance d'environ 6,5% cette année.

Le climat des affaires a continué de s'améliorer progressivement sur les derniers mois. L'indice PMI composite a atteint 52,1 en mars 2017 contre 51,3 un an plus tôt.

La consommation des ménages est restée solide, en dépit d'un ralentissement des ventes de voitures début 2017. Les ventes au détail en volume ont progressé de 8,9% sur un an au T1 2017. D'après les chiffres de l'Association chinoise des constructeurs automobiles, la progression des ventes de voitures a ralenti à +5,1% sur un an au T1 2017, après +15,1% en 2016. La remontée de la taxe sur les ventes de petites cylindrée par le gouvernement a pu peser.

L'investissement a ralenti jusqu'à l'été mais il s'est redressé grâce aux dépenses en infrastructures et en immobilier. Au T1 2017, il a augmenté de 9,2% sur un an (+8,1% en 2016).

La forte hausse des ventes de logements sur les derniers mois (+16,9% sur un an au T1 2017) a favorisé une flambée des prix de l'immobilier (+10,1% sur un an en mars 2017). En conséquence, plusieurs municipalités ont annoncé des mesures de restrictions à l'offre et à la demande.

Les pressions déflationnistes se sont affaiblies. Les prix à la production dans l'industrie augmentent de nouveau après quatre ans de déflation. En mars 2017, ils ont progressé de 7,6% sur un an.

Du fait de la reflation dans le secteur de l'industrie, la croissance en termes nominaux a fortement accéléré pour s'établir à +11,6% sur un an au T1 2017, son rythme le plus rapide depuis le T1 2012.

POLITIQUE DE GESTION

Les marchés actions mondiaux ont fini proches de l'équilibre sur le premier mois de l'exercice, en dépit de la remontée des cours du pétrole qui s'est finalement poursuivie malgré l'échec des négociations à Doha, où les pays producteurs ne sont pas parvenus à s'entendre sur un gel de la production. Les réunions de la BCE et de la Réserve Fédérale n'ont pas comporté de surprise majeure mais les investisseurs ont été déçus par la décision de la banque centrale japonaise, le 28 avril, de ne pas assouplir davantage sa politique monétaire. Sur le mois, l'Eurostoxx a progressé de 1,2%, le S&P 500 de 0,4% et l'indice MSCI des pays émergents de 0,5%. Le Topix a baissé de 0,5%. L'euro s'est apprécié contre dollar (+0,6%) mais s'est fortement déprécié contre yen (-4,6%). La remontée du taux à 10 ans de l'Etat allemand (+12 pbs) a pesé sur l'indice EuroMTS des obligations souveraines (-1,2%) tandis que les indices iBoxx des obligations privées ont bénéficié du resserrement des spreads de crédit : obligations investment grade (+0,3%), obligations financières subordonnées (+1,2%) et obligations high yield en euro les plus liquides (+1,7%).

Nous avons augmenté en avril l'exposition aux actions de 4,2% (CAC 40 à 4488).

Les marchés actions des pays développés ont fini le mois de mai en hausse, en dépit de l'éventualité d'un relèvement plus rapide que prévu des taux par la Fed et des incertitudes liées aux échéances électorales en Europe. Les minutes du FOMC et le discours de certains de ses représentants ont en effet ouvert la voie à une hausse des taux dès le mois de juin, entraînant un renforcement du dollar et une baisse du prix des actifs des pays émergents, dans un contexte où les cours des matières premières hors pétrole sont repartis à la baisse. L'accord trouvé entre la Grèce et les ministres des finances de la zone euro et la publication de sondages allant dans le sens d'un vote en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne ont participé à l'amélioration du sentiment sur les marchés financiers en fin de période. L'Eurostoxx a fini le mois en hausse de 2,2%, le S&P 500 de 1,8% et le Topix de 2,9%. L'indice MSCI des actions des pays émergents a reculé de 3,7%. L'euro s'est déprécié de 2,8% contre dollar et s'est apprécié de 1,1% contre yen. La baisse du taux à 10 ans de l'Etat allemand (-13 pbs) a soutenu l'indice EuroMTS des obligations souveraines (+1,0%) tandis que les indices iBoxx des obligations privées ont été à peu près stables : obligations investment grade (+0,3%), obligations financières subordonnées (+0,2%) et obligations high yield en euro les plus liquides (+0,1%).

Les expositions de la Sicav ont été maintenues en mai.

Les marchés ont évolué en juin au gré des sondages liés au référendum du 23 juin sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union Européenne et des anticipations de politique monétaire de la Fed. La perspective d'un Brexit a déclenché un mouvement de fuite vers la qualité début juin avant que les investisseurs ne retrouvent de l'appétit pour le risque quand les sondages sont devenus plus favorables au maintien. La position très accommodante de la Fed lors de sa réunion du 15 juin a également participé à l'amélioration du sentiment. Alors que les marchés anticipaient un maintien du Royaume-Uni dans l'UE, le vote en faveur de la sortie a précipité un nouvel épisode d'aversion pour le risque. Sur le mois, l'Eurostoxx a baissé de 6,1% et le Topix de 9,6%. Le S&P a fini proche de l'équilibre (+0,3%) tandis que l'indice MSCI des actions émergentes a fortement progressé (+4,0%) du fait de la baisse de la probabilité de remontée des taux de la Fed. L'euro a été quasiment stable face au dollar (-0,2%) mais s'est fortement déprécié contre le yen (-7,0%), qui a bénéficié de son statut de valeur refuge. La baisse du taux à 10 ans de l'Etat allemand (-27 pbs) a soutenu l'indice EuroMTS des obligations souveraines (+2,2%). L'indice iBoxx des obligations investment grade a progressé de 1,0% alors que les indices iBoxx des obligations financières subordonnées et des obligations high yield en euro les plus liquides ont respectivement reculé de 0,9% et 0,4%.

Nous avons arbitré en juin deux fois l'exposition aux actions européennes vers les actions américaines, via futures : 1,5% puis 3,3% de l'actif. Nous avons allégé de 2,5% Objectif Alpha Monde en faveur de futures sur le S&P 500, d'Objectif Alpha Europe et d'Objectif Japon. En fin de mois, nous avons allégé de 10,2% Objectif Actions Emergentes pour renforcer Objectif Recovery Eurozone. Nous avons enfin arbitré 3,3% de l'exposition aux actions

La volatilité qui a affecté les marchés financiers au mois de juin à la suite du référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'UE n'aura finalement été que de courte durée. Le gel des souscriptions/rachats de plusieurs fonds immobiliers anglais et les craintes autour du secteur bancaire italien ont pesé sur le sentiment au début du mois de juillet mais les actifs risqués ont fortement rebondi par la suite, en dépit du net recul des cours du pétrole. Les marchés ont été soutenus par des niveaux de valorisations plus attractifs, la publication de statistiques économiques rassurantes aux Etats-Unis, en Zone euro et en Chine ainsi que par la possibilité d'un assouplissement monétaire et fiscal au Japon et au Royaume-Uni, où la transition politique s'est avérée plus rapide qu'attendue. Sur le mois, l'Eurostoxx a augmenté de 5,2%, le S&P de 3,7%, le Topix de 6,2% et l'indice MSCI des actions émergentes de 5,0%. L'euro s'est légèrement apprécié face au dollar (+0,6%) et déprécié face au yen (-0,5%). Le taux à 10 ans de l'Etat allemand a été quasiment stable (+1 pbs) mais le resserrement des spreads de crédit a soutenu les indices obligataires : +0,8% pour l'indice EuroMTS des obligations souveraines, +1,7% pour l'indice iBoxx des obligations investment grade, +2,8% pour celui des obligations financières subordonnées et +2,0% pour l'indice iBoxx des obligations high yield en euro les plus liquides.

Les expositions de la Sicav ont été maintenues en juillet.

Les actifs risqués ont poursuivi leur tendance haussière au mois d'août, dans un contexte de volatilité réduite et de faibles volumes en raison de la période estivale. L'annonce de mesures d'assouplissement par la banque centrale d'Angleterre, la remontée des cours du pétrole, sur fonds de rumeurs d'entente entre pays producteurs, et de bonnes surprises sur les résultats des entreprises y ont contribué. Les anticipations de taux fed funds ont été revues à la hausse suite aux déclarations de différents membres de la Fed en faveur d'une remontée des taux et du discours de Janet Yellen au symposium de Jackson Hole. Dans ce contexte, l'Eurostoxx a progressé 1,3%, le S&P 500 de 0,1%, le Topix de 0,5% et l'indice MSCI des actions émergentes de +2,5%. L'euro s'est déprécié de 0,2% contre le dollar et apprécié de 1,2% contre yen. Le taux à 10 ans de l'État allemand a monté légèrement (+5 pbs) et l'indice EuroMTS des obligations souveraines a été étale. Le resserrement des marges de crédit a soutenu la performance des indices iBoxx : +0,3% pour les obligations investment grade, +1,0% pour les obligations financières subordonnées et +1,5% pour les obligations high yield en euro les plus liquides.

Les expositions de la Sicav ont été maintenues en août.

Au mois de septembre, les marchés ont évolué au gré des réunions des banques centrales et des inquiétudes autour de la solidité financière de la Deutsche Bank eu égard à l'amende que pourrait lui infliger le Département de la Justice américain. L'absence de nouvelle annonce de la BCE le 8 septembre a entraîné un pic de volatilité et une baisse des actions et des obligations. Ce mouvement s'est inversé après les réunions du 21 septembre de la Réserve Fédérale et de la Banque du Japon. La Fed a maintenu son taux directeur et revu de trois à deux le nombre de hausses des taux anticipées pour 2017 tandis que la BoJ a introduit un objectif de contrôle de la pente de la courbe des rendements en maintenant sa cible de taux à 10 ans proche de zéro. Dans ce contexte, le S&P 500, l'Eurostoxx et le Topix ont fini le mois proches de l'équilibre (0,0%, -0,1% et +0,3%). L'indice MSCI des actions émergentes a continué de surperformer (+1,5%). L'euro s'est apprécié de 0,7% contre le dollar et déprécié de 1,3% contre yen. Le taux à 10 ans de l'État allemand a baissé (-5 pbs) et l'indice EuroMTS des obligations souveraines a été quasiment étale (+0,1%). Les indices iBoxx se sont repliés : -0,1% pour les obligations investment grade,

-0,5% pour les obligations financières subordonnées et -0,4% pour les obligations high yield en euro les plus liquides.

Les expositions de la Sicav ont été maintenues en septembre.

Octobre a été marqué par une forte remontée des taux d'Etat des pays développés, le 10 ans allemand est ainsi passé de -0,12% à +0,16%. Ce mouvement a été déclenché par les craintes que la BCE ne ralentisse son programme d'achat d'actifs plus vite que prévu et par la hausse des anticipations de taux Fed Funds dans un contexte d'accélération de l'inflation et d'amélioration des indicateurs économiques. La hausse des taux a pesé sur l'indice FTSE MTS Eurozone Government Bond (-2,2%) et sur l'indice iBoxx des obligations investment grade (-0,8%). Les indices iBoxx des obligations high yield en euro les plus liquides (+0,7%) et des obligations financières subordonnées (+0,4%) ont bénéficié du resserrement des spreads de crédit. L'ajustement des anticipations sur la Fed a pesé sur l'euro qui s'est déprécié de 2,3% face au dollar (+1,0% contre yen). Les marchés actions ont évolué en ordre dispersé : +1,2% pour l'Eurostoxx, -1,8% pour le S&P 500, +5,3% pour le Topix, qui a bénéficié de la baisse du yen contre dollar, et +0,2% pour l'indice MSCI des actions émergentes.

Nous avons allégé dans la seconde partie du mois l'exposition aux actions japonaises (-10,3%) au profit des actions émergentes. L'exposition actions de la Sicav a été réduite via les actions européennes de 10,0% (CAC à 4547).

En novembre, la victoire de Donald Trump s'est traduite par une forte remontée des taux américains (+55 pbs sur le 10 ans), reflétant les risques inflationnistes de son programme et les anticipations d'un durcissement accéléré de la politique monétaire de la Fed. Par contagion, les rendements obligataires ont augmenté dans la zone euro (+11 pbs sur le 10 ans allemand), ce qui a pesé sur l'euro (-3,6% contre dollar, +5,3% contre yen). Les mesures de soutien à la croissance envisagées par Donald Trump ont soutenu l'indice S&P 500 (+3,7%), et le Topix (+5,5%) a bénéficié de la dépréciation du yen. Les investisseurs sont massivement sortis des actifs émergents (-4,6% pour l'indice MSCI des actions émergentes) tandis que la perspective du référendum italien pesait sur l'Eurostoxx (-0,4%). La hausse des taux a pesé sur l'indice Euro MTS des obligations d'Etat (-1,6%) et sur les indices iBoxx des obligations investment grade (-1,1%), des obligations high yield en euro les plus liquides (-0,6%) et des obligations financières subordonnées (-1,2%).

L'exposition actions de la Sicav a été renforcée en début de mois de 10,0% (CAC à 4374), réduite de 10,0% en milieu de mois (CAC à 4596) puis de nouveau renforcée de 10,0% (CAC à 4492).

Les marchés actions de la zone euro ont rapidement digéré la victoire du non au référendum italien. Libérés de cette échéance politique, ils ont salué la prolongation, par la BCE, de son programme de rachats d'actifs jusqu'en décembre 2017. La remontée des cours du pétrole (+8% sur le Brent), suite à l'accord de l'OPEP sur une baisse de la production, a été un facteur de soutien supplémentaire. L'Eurostoxx a progressé de 7,1% en décembre, le S&P 500 de 2,0%, le Topix de 3,5% et l'indice MSCI des actions émergentes de 0,2%. La Fed a, comme prévu, relevé son taux directeur de 25 pbs et voit désormais trois hausses en 2017 contre deux auparavant. La divergence de politique monétaire avec la BCE a contribué à la dépréciation de 0,6% de l'euro face au dollar (+1,5% contre yen). La baisse du taux à 10 ans de l'Etat allemand (-7 pbs) a soutenu l'indice FTSE MTS des obligations d'Etat (+0,6%) et les indices iBoxx des obligations investment grade (+0,7%), high yield en euro les plus liquides (+1,6%) et financières subordonnées (+1,5%).

Mi-décembre, nous avons réduit la surexposition au dollar du fonds de 13,9% (à 1,05 contre euro).

En janvier, les marchés actions ont évolué en ordre dispersé. L'Eurostoxx a baissé de 1,0%, sous-performant le S&P 500 (+1,9%), le Topix (+0,2%) et l'indice MSCI des actions émergentes (+5,5%). Les bonnes statistiques économiques et les incertitudes politiques ont poussé à la hausse les rendements souverains dans la zone euro (+23 pbs, +45 pbs et +35 pbs sur les taux à 10 ans en Allemagne, en Italie et en France). Cela a pesé sur l'indice FTSE MTS des obligations d'Etat (-2,0%) ainsi que sur les indices iBoxx des obligations investment grade (-0,6%) et financières subordonnées (-0,1%). L'effet taux a été compensé par un resserrement des spreads pour l'indice des obligations high yield en euro les plus liquides (+0,6%). L'euro s'est apprécié de 2,7% contre le dollar qui a été pénalisé par les déclarations de Donald Trump sur son niveau trop élevé et par le resserrement de l'écart de taux entre les Etats-Unis et la zone euro (-1,0% contre yen).

Début janvier, nous avons arbitré 4,1% de l'exposition aux actions japonaises, via le fonds Objectif Japon, vers les actions européennes, via le fonds Lazard Equity Expansion.

Les marchés actions ont enregistré une solide performance en février grâce à de bonnes statistiques économiques et aux publications de résultats d'entreprises encourageantes. Le S&P 500 a progressé de 4,0%, l'indice MSCI des actions émergentes de 3,1%, l'Eurostoxx de 2,6% et le Topix de 0,9%. Sur les marchés de taux, les incertitudes politiques dans la zone euro, liées notamment aux élections présidentielles en France, ont pris le pas sur l'amélioration de la conjoncture entraînant une baisse du taux à 10 ans de l'Etat allemand (-23 pbs) et un écartement des spreads souverains contre Allemagne en France et dans les pays périphériques. La baisse des taux dans la zone euro a soutenu l'indice FTSE MTS des obligations d'Etat (+1,3%) et les indices iBoxx des obligations investment grade (+1,2%), des obligations high yield en euro les plus liquides (+0,7%) et des obligations financières subordonnées (+1,1%). L'euro s'est déprécié de 2,1% contre dollar et de 2,0% contre yen.

En fin de mois, nous avons mis en place un arbitrage de sensibilité acheteur sur les emprunts d'Etat français (+0,7) et vendeur sur les emprunts d'Etat allemands (-0,7) sur des niveaux de taux à 10 ans respectifs de +0,88 et +0,19.

Les actions de la zone euro, +5,4% pour l'Euro Stoxx en mars, ont poursuivi leur hausse grâce aux bonnes statistiques d'activité et à l'amélioration des résultats. L'indice MSCI des actions émergentes a également progressé (+2,5%) alors que le S&P 500 (+0,1%) et le Topix (-0,7%) marquaient une pause. La hausse des taux d'Etat allemand (+12 pbs) a pesé sur les indices obligataires en euro : -0,6% pour l'indice FTSE MTS des obligations d'Etats, -0,3% pour l'indice iBoxx des obligations investment grade, -0,2% pour l'indice iBoxx des obligations high yield en euro les plus liquides mais +0,8% pour l'indice iBoxx des obligations financières subordonnées qui ont profité d'un resserrement de leur spread de crédit. L'euro s'est apprécié de 0,7% contre dollar et déprécié de 0,7% contre yen.

Début mars, nous avons mis en place un arbitrage acheteur d'obligation d'Etat portugaise 2045 et vendeur de contrat future sur le 30 ans allemand pour 0,8 de sensibilité. Dans la première moitié du mois, nous avons retiré l'exposition dollar de la Sicav, à hauteur de 13,6% de l'actif, sur une parité à 1,0650. En milieu de mois, nous avons arbitré 2,6% de l'exposition au crédit financier des parts en euro vers les parts en franc suisse des fonds Objectif Capital Fi et Objectif Crédit Fi.

FRAIS DE NEGOCIATION

Les frais de négociation sont perçus par LAZARD FRERES BANQUE. Ils ne sont pas soumis à une clé de répartition.
Ces frais sont perçus dans le cadre de la société en participation, qui assure entre LAZARD FRERES BANQUE et LAZARD FRERES GESTION S.A.S. la mise en commun de leurs moyens tendant à la gestion financière, à la gestion administrative et comptable, à la conservation des valeurs et à l'exécution des mouvements sur ces valeurs.

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Lazard Frères Gestion S.A.S. exerce les droits de vote attachés aux titres détenus dans les OPC dont il assure la gestion selon le périmètre et les modalités précisées dans la charte qu'il a établi concernant sa politique d'exercice du droit de vote. Ce document est mis à disposition des actionnaires sur simple demande écrite auprès de la société de gestion.

PROCEDURE DE SELECTION ET D'EVALUATION DES INTERMEDIAIRES ET CONTREPARTIES

Les intermédiaires utilisés par la société de gestion sont sélectionnés sur la base de différents critères d'évaluation, parmi lesquels figurent la recherche, la qualité d'exécution et de dépouillement des ordres, l'offre de services. Le " Comité Broker" de la société de gestion valide toute mise à jour dans la liste des intermédiaires habilités. Chaque pôle de gestion (taux et actions) rend compte au minimum deux fois par an au Comité Broker de l'évaluation de la prestation de ces différents intermédiaires et de la répartition des volumes d'opérations traités.

FRAIS D'INTERMEDIATION

L'information concernant les frais d'intermédiation est consultable sur le site internet :
www.lazardfreresgestion.fr.

TECHNIQUES DE GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE

Le portefeuille n'a pas enregistré d'opération de pension au titre de l'exercice écoulé.

INSTRUMENTS FINANCIERS EMIS OU GERES PAR UNE ENTITE DU GROUPE LAZARD

L'information relative à ces instruments figure dans les comptes annuels de la Sicav.

INFORMATION CRITERES ESG

La prise en considération de critères extra-financiers est au cœur de notre philosophie d'investissement actions ISR (Investissement Socialement Responsable). La philosophie même de notre gestion ISR repose sur une conviction forte : la performance économique de l'entreprise n'est durable que s'il y a prise en compte de certains facteurs extra-financiers. La valorisation du "capital humain" et la prévention de l'ensemble des risques environnementaux sont une assurance de la pérennité de la performance économique.

La qualité de la gouvernance d'entreprise est analysée pour toutes les sociétés dont les actions sont détenues par des OPC gérés par Lazard Frères Gestion, même s'il ne s'agit pas de portefeuilles développant spécifiquement une gestion ISR. Dans ce cadre, la Sicav OBJECTIF ALPHA ALLOCATION gérée par Lazard Frères Gestion prend en compte les critères de qualité de gouvernance, sans que ceux-ci ne soient nécessairement associés simultanément à des critères sociaux ou environnementaux.

L'information concernant les critères ESG est consultable sur le site internet :
www.lazardfreresgestion.fr.

POLITIQUE DE REMUNERATION

LFG a mis en place une politique de rémunération applicable au personnel de LFG détaillant les principes relatifs à la détermination et au versement des rémunérations.
La Politique est déterminée de manière à éviter les situations de conflits d'intérêts et les prises de risques inconsidérées ou incompatibles avec l'intérêt des clients de LFG.
Les mesures liées au paiement de la rémunération variable, qui doivent s'appliquer sur un exercice entier de performance et qui ne s'appliqueront qu'à partir de l'exercice 2017, seront publiées dans le rapport annuel début 2018

CHANGEMENT INTERVENU AU COURS DE LA PERIODE ET A INTERVENIR

Modification jour évaluation.

Pour mémoire, il a été décidé de modifier le prospectus de la **SICAV Objectif Alpha Allocation** (Action A : FR0010438168 – Action B : FR0010449538) afin que :

> Lorsque le jour d'évaluation tombe la veille d'une période chômée en France, les VL soient datées de ce même jour et *non plus du dernier jour de la période chômée*.
Exemple : Si le jour d'évaluation est un vendredi, la VL sera datée du vendredi et *non plus du dimanche*.

Date effet : 6 juillet 2016.

Mandats des administrateurs personnes physiques d'Objectif Alpha Allocation au 31 mars 2017

Noms des Administrateurs	Nombre de mandats	Liste des mandats et fonctions
M. Matthieu Grouès Associé-Gérant de Lazard Frères Gestion SAS	1	Président Directeur Général de la Sicav Objectif Alpha Allocation
M. Colin Faivre Directeur Adjoint de Lazard Frères Gestion SAS	2	Directeur Général Délégué Administrateur de la Sicav Objectif Alpha Allocation Administrateur dans la Sicav Lazard Convertible Global
M. Romain Fournier-Bourdier Directeur Adjoint de Lazard Frères Gestion SAS	4	Directeur Général Administrateur de la Sicav Adis Directeur Général Délégué Administrateur de la Sicav Adélaïde Administrateur des Sicav Objectif Alpha Allocation, Objectif Patrimoine USD
M. François-Marc Durand Président de Lazard Frères Gestion SAS	4	Président Directeur Général de la Sicav Norden Administrateur des Sicav : . Objectif Small Caps Euro . Objectif Alpha Obligataire . Objectif Alpha Allocation

JETONS DE PRESENCE

La Sicav ne distribue aucun jeton de présence aux administrateurs.

pwc

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 mars 2017

OBJECTIF ALPHA ALLOCATION
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE SOCIETE D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE
Régi par le Code monétaire et financier

Société de gestion
LAZARD FRERES GESTION SAS
25, rue Courcelles
75008 PARIS

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les organes de direction de la société de gestion, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2017, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de société d'investissement à capital variable OBJECTIF ALPHA ALLOCATION, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés sous la responsabilité de la société de gestion. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de société d'investissement à capital variable à la fin de cet exercice.

2. JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Frédéric SELLAM

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2017

OBJECTIF ALPHA ALLOCATION
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE SOCIETE D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE
Régi par le Code monétaire et financier

Société de gestion
LAZARD FRERES GESTION SAS
25, rue Courcelles
75008 PARIS

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Frédéric SELLAM

bilan au 31 mars 2017 en euros

ACTIF	EXERCICE au 31/03/17 €uros	EXERCICE au 31/03/16 €uros
IMMOBILISATIONS NETTES	**0,00**	**0,00**
DEPOTS	**0,00**	**0,00**
INSTRUMENTS FINANCIERS	**7 773 962,55**	**6 309 140,80**
➢ ***ACTIONS ET VALEURS ASSIMILEES***	***0,00***	***0,00***
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
➢ ***OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILEES***	***370 560,71***	***0,00***
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	370 560,71	0,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
➢ ***TITRES DE CREANCES***	***303 562,18***	***307 799,88***
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	303 562,18	307 799,88
▪ Titres de créances négociables	303 562,18	307 799,88
▪ Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
➢ ***ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF***	***7 063 268,31***	***5 960 182,03***
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	7 063 268,31	5 960 182,03
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisation non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
➢ ***OPERATIONS TEMPORAIRES SUR TITRES***	***0,00***	***0,00***
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres financiers prêtés	0,00	0,00
Titres financiers empruntés	0,00	0,00
Titres financiers donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
➢ ***CONTRATS FINANCIERS***	***36 571,35***	***41 158,89***
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	36 571,35	41 158,89
Autres opérations	0,00	0,00
➢ ***AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS***	***0,00***	***0,00***
CREANCES	**0,00**	**0,00**
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00
COMPTES FINANCIERS	**158 327,45**	**0,00**
liquidités	158 327,45	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	**7 932 290,00**	**6 309 140,80**

PASSIF	EXERCICE au 31/03/17 €uros	EXERCICE au 31/03/16 €uros
CAPITAUX PROPRES		
➢ **Capital**	**7 414 454,12**	**5 579 663,55**
➢ **Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)**	**0,00**	**0,00**
➢ **Report à nouveau (a)**	**0,00**	**0,00**
➢ **Plus et moins-values nettes de l'exercice (ab)**	**491 001,98**	**577 493,97**
➢ **Résultat de l'exercice (ab)**	**-18 474,73**	**-15 471,40**
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES **(= Montant représentatif de l'actif net)**	**7 886 981,37**	**6 141 686,12**
INSTRUMENTS FINANCIERS	**36 571,35**	**41 158,89**
➢ ***OPERATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS***	***0,00***	***0,00***
➢ ***OPERATIONS TEMPORAIRES SUR TITRES FINANCIERS***	***0,00***	***0,00***
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres financiers empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
➢ ***CONTRATS FINANCIERS***	***36 571,35***	***41 158,89***
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	36 571,35	41 158,89
Autres opérations	0,00	0,00
DETTES	**8 737,28**	**6 821,07**
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	8 737,28	6 821,07
COMPTES FINANCIERS	**0,00**	**119 474,72**
Concours bancaires courant	0,00	119 474,72
Emprunt	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	**7 932 290,00**	**6 309 140,80**

(a) Y compris comptes de régularisations

(b) diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

hors bilan au 31 mars 2017 en euros

	EXERCICE au 31/03/17 €uros	EXERCICE au 31/03/16 €uros
OPERATIONS DE COUVERTURE		
➢ ENGAGEMENTS SUR MARCHES REGLEMENTES OU ASSIMILES		
FUTURES		
TAUX		
Vente 6 Euro BUXL 06/17	1 011 600,00	
Vente 7 T Bond 06/17	1 048 019,36	
Vente 11 T Note 5 ans 06/17	1 210 890,00	
Vente 4 Euro Bund 06/17	645 800,00	
Vente 5 Euro BUXL 06/16		840 900,00
Vente 9 T Bond 06/16		1 358 448,62
Vente 3 T Note 5 ans 06/16		318 634,74
INDICE		
Vente de 4 Mini S&P 500 06/16		361 704,00
DEVISES		
Achat 6 EUR/USD IMM 06/17	751 578,43	
➢ ENGAGEMENTS SUR MARCHES REGLEMENTES OU ASSIMILES		
➢ ENGAGEMENTS DE GRE A GRE		
➢ AUTRES ENGAGEMENTS		
AUTRES OPERATIONS		
➢ ENGAGEMENTS SUR MARCHES REGLEMENTES OU ASSIMILES		
FUTURES		
TAUX		
Achat 5 Euro OAT 06/17	735 550,00	
INDICE		
Achat 57 Eurostoxx 06/17	1 943 700,00	
Achat 59 Eurostoxx 06/16		1 727 520,00
DEVISES		
Vente 9 EUR/USD IMM 06/16		1 128 606,72
➢ ENGAGEMENTS DE GRE A GRE		
➢ AUTRES ENGAGEMENTS		

compte de résultat au 31 mars 2017 en euros

	EXERCICE au 31/03/17 €uros	EXERCICE au 31/03/16 €uros
PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES[1]	**3 000,00**	**3 000,00**
▪ Produits sur dépôts et comptes financiers	0,00	0,00
▪ Produits sur actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
▪ Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
▪ Produits sur titres de créances	3 000,00	3 000,00
▪ Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	0,00	0,00
▪ Produits sur contrat financiers	0,00	0,00
▪ Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL I	**3 000,00**	**3 000,00**
CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	**4 284,90**	**598,54**
▪ Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	0,00	0,00
▪ Charges sur contrats financiers	0,00	0,00
▪ Charges sur dettes financières	4 284,90	598,54
▪ Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL II	**4 284,90**	**598,54**
RESULTAT SUR OPERATIONS FINANCIERES (I - II)	**-1 284,90**	**2 401,46**
▪ Autres produits (III)	0,00	0,00
▪ Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	17 273,23	18 053,85
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (L.214-17-1)(I - II + III - IV)	**-18 558,13**	**-15 652,39**
▪ Régularisation des revenus de l'exercice (V)	83,40	180,99
▪ Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	0,00	0,00
RESULTAT (I-II+III-IV+/-V-VI)	**-18 474,73**	**-15 471,40**

1 Selon l'affectation fiscale des revenus reçus des OPC

annexe aux comptes

I. REGLES D'EVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

L'organisme s'est conformé au règlement ANC n° 2014-01 du 14 janvier 2014 relatif au plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

1 – Règles d'évaluation des Actifs

- **Les instruments financiers et valeurs négociées sur un marché réglementé sont évalués à leur prix de marché**.

  - **Les instruments de type « actions et assimilés »** sont valorisés sur la base du dernier cours connu sur leur marché principal.

  Le cas échéant, les cours sont convertis en euros suivant le cours des devises à Paris au jour de l'évaluation (source Banque Centrale Européenne).

  - **Les instruments financiers de taux**

Les instruments de taux sont pour l'essentiel valorisés en mark-to-market, sur la base soit de prix issus de Bloomberg (BGN) à partir de moyennes contribuées, soit de contributeurs en direct.

Il peut exister un écart entre les valeurs retenues au bilan, évaluées comme indiqué ci-dessus, et les prix auxquels seraient effectivement réalisées les cessions si une part de ces actifs en portefeuille devait être liquidée.

Type « obligations et assimilés » sont valorisés sur la base d'une moyenne de prix recueillis auprès de plusieurs contributeurs en fin de journée.

- En application des règles de valorisation fixées par le prospectus, *« La valeur liquidative est datée du jour d'évaluation, lorsque le jour d'évaluation tombe la veille d'une période chômée en France (week-ends ou jours fériés). »*

  Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé, sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la Société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

  Toutefois, les instruments suivants sont évalués selon les méthodes spécifiques suivantes :

  Type Titres de créance négociables :

  - **TCN dont la durée de vie résiduelle est supérieure à 3 mois** :
    Les titres de créance négociables faisant l'objet de transactions significatives sont évalués au prix de marché. En l'absence de transactions significatives, une évaluation de ces titres est faite par application d'une méthode actuarielle, utilisant un taux de référence éventuellement majoré d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur.

Taux de référence	
TCN en Euro	**TCN en devises**
EURIBOR, SWAPS OIS et BTF - 3 – 6 – 9 – 12 mois BTAN - 18 mois, 2 – 3 –4 – 5 ans	Taux officiels principaux des pays concernés.

- **TCN dont la durée de vie résiduelle est égale ou inférieure à 3 mois :**
  Les TCN dont la durée de vie résiduelle est égale ou inférieure à 3 mois font l'objet d'une évaluation linéaire. Toutefois, en cas de sensibilité particulière de certains de ces titres au marché, cette méthode ne serait pas appliquée.

- **OPC :**
  Les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.
  Les parts ou actions d'OPC dont la valeur liquidative est publiée mensuellement peuvent être évaluées sur la base de valeurs liquidatives intermédiaires calculées sur des cours estimés.

- **Acquisitions / Cessions temporaires de titres**
  - Les titres pris en pension sont évalués à partir du prix de contrat, par l'application d'une méthode actuarielle utilisant un taux de référence (EONIA au jour le jour, taux interbanques à 1 ou 2 semaines, EURIBOR 1 à 12 mois) correspondant à la durée du contrat.

  - Les titres donnés en pension continuent d'être valorisés à leur prix de marché. La dette représentative des titres donnés en pension est calculée selon la même méthode que celle utilisée pour les titres pris en pension.

- **Opérations à terme fermes et conditionnelles**
  - Les contrats à terme et les options sont évalués sur la base d'un cours de séance dont l'heure de prise en compte est calée sur celle utilisée pour évaluer les instruments sous-jacents.

Les positions prises sur les marchés à terme fermes ou conditionnels et du gré à gré sont valorisées à leur prix de marché ou à leur équivalent sous-jacent.

1.1.Les instruments financiers et valeurs non négociés sur un marché réglementé

Tous les instruments financiers de la Sicav sont négociés sur des marchés réglementés.

1.2. Méthodes d'évaluation des engagements hors-bilan

Les opérations de hors-bilan sont évaluées à la valeur d'engagement.
La valeur d'engagement pour les contrats à terme fermes est égale au cours (en devise de la Sicav) multiplié par le nombre de contrats multiplié par le nominal.
La valeur d'engagement pour les opérations conditionnelles est égale au cours du titre sous-jacent (en devise de la Sicav) multiplié par le nombre de contrats multiplié par le delta multiplié par le nominal du sous-jacent.
La valeur d'engagement pour les contrats d'échange est égale au montant nominal du contrat (en devise de la Sicav).

2 – Méthode de comptabilisation

- **Des revenus des valeurs à revenu fixe**

  - La comptabilisation des revenus de valeurs à revenu fixe est effectuée suivant la méthode des « intérêts encaissés ».

- **Des frais de gestion**

  - Les frais de gestion sont calculés forfaitairement à chaque valorisation.

  - Le taux de frais de gestion annuel est appliqué à l'actif brut (égal à l'actif net avant déduction des frais de gestion du jour) :

  -

- Pour chaque catégorie d'actifs :

$$\text{Actif brut} \times \text{taux de frais de fonctionnement} \times \frac{\text{nb jours jusqu'à prochaine VL}}{365}$$

- En application des règles de valorisation fixées par le prospectus, *« La valeur liquidative est datée du jour d'évaluation, lorsque le jour d'évaluation tombe la veille d'une période chômée en France (week-ends ou jours fériés). »*

  - Ce montant est alors enregistré au compte de résultat de la Sicav et versé intégralement à la société de gestion.

  - La Sicav effectue le paiement des frais de fonctionnement et notamment :
    . de la gestion financière ;
    . de la gestion administrative et comptable ;
    . de la prestation du dépositaire ;
    . des autres frais de fonctionnement :
      . honoraires des commissaires aux comptes ;
      . publications légales (Balo, Petites Affiches, etc…) le cas échéant.

    Ces frais n'incluent pas les frais de transactions.

  Le taux maximum des frais de gestion de l'action « A » est de 0,25% sur la base de l'actif net tel que défini dans le prospectus.

  Le taux maximum des frais de gestion de l'action « B » est de 1,00% sur la base de l'actif net tel que défini dans le prospectus.

- **Des frais de transaction**

  La méthode retenue est celle des frais exclus.

- **Des rétrocessions perçues de frais de gestion ou de droits d'entrée**

  Le mode de calcul du montant des rétrocessions est défini dans les conventions de commercialisation.

  - Si le montant calculé est significatif, une provision est alors constituée au compte 619.

- Le montant définitif est comptabilisé au moment du règlement des factures après reprise des éventuelles provisions.

3 – Devise de comptabilité

La devise de comptabilité est l'euro.

4 – Affectation

Résultat net : **Action « A » :** Capitalisation
Action « B » : Capitalisation

Plus-values nettes : **Action « A » :** Capitalisation
Action « B » : Capitalisation

II - Evolution de l'actif net

		EXERCICE au 31/03/17 €uros	EXERCICE au 31/03/16 €uros
Actif net en début d'exercice		**6 141 686,12**	**6 486 933,76**
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	+	0,00	11 705,10
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-	-29 383,90	-74 263,69
Plus - values réalisées sur dépôts et instruments financiers	+	107 013,20	843 172,04
Moins - values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-	-115 625,62	-18 581,63
Plus - values réalisées sur instruments financiers à terme	+	846 630,24	416 382,52
Moins - values réalisées sur instruments financiers à terme	-	-343 496,90	-649 813,61
Frais de transaction	-	-4 255,59	-3 618,35
Différences de change	+/-	-3 863,42	-7 911,78
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	+/-	**1 229 105,13**	**-1 688 548,43**
▪ Différence d'estimation exercice N		879 327,30	-349 777,83
▪ Différence d'estimation exercice N - 1		-349 777,83	1 338 770,60
Variation de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	+/-	**77 730,24**	**49 124,20**
▪ Différence d'estimation exercice N		36 571,35	-41 158,89
▪ Différence d'estimation exercice N - 1		-41 158,89	-90 283,09
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	+/-	-18 558,13	-15 652,39
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-	0,00	0,00
Autres éléments	+/-	0,00	0,00
Actif net en fin d'exercice		**7 886 981,37**	**6 141 686,12**

III - Compléments d'information

3.1 Instruments financiers : ventilation par nature juridique ou économique d'instrument

Obligations et valeurs assimilées par nature d'instrument

➢ obligations indexées	Néant
➢ obligations convertibles et échangeables	Néant
➢ titres participatifs	Néant
➢ autres	370 560,71 €

Titres de créances par nature d'instrument

➢ bons du trésor	303 562,18 €
➢ bons à moyen terme négociable	Néant
➢ billets de trésorerie	Néant
➢ certificats de dépôt	Néant
➢ autres	Néant

Opérations de cession sur instruments financiers par nature d'instrument

➢ titres de créances négociables	Néant
➢ actions	Néant
➢ obligations	Néant

Ventilation des rubriques de hors-bilan par type de marché

➢ **taux**	3 916 309,36 €
➢ **actions :**	
- Opérations de couvertures	0,00 €
- Autres opérations	1 943 700,00 €
➢ **devises**	3 010 487,79 €

3.2 Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

Actif	Taux fixe	Taux variable	Taux révisable	Autres	
Dépôts					
Obligations et valeurs assimilées	370 560,71				
Titres de créances	303 562,18				
Opérations temporaires sur titres					
Comptes financiers				158 327,45	*
Passif					
Opérations temporaires sur titres					
Comptes financiers					
Hors-bilan					
Opérations de couverture	3 916 309,36				
Autres opérations	735 550,00				

* Liquidités non rémunérées

3.3 Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

Actif	0-3 mois	3 mois-1an	1 an-3 ans	3 ans-5 ans	>5 ans
Dépôts					
Obligations et valeurs assimilées					370 560,71
Titres de créances		303 562,18			
Opérations temporaires sur titres financiers					
Comptes financiers	158 327,45				
Passif					
Opérations temporaires sur titres financiers					
Comptes financiers					
Hors-bilan					
Opérations de couverture				1 210 890,00	2 705 419,36
Autres opérations					735 550,00

3.4 Ventilation par devise de cotation ou d'évaluation des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

Actif	USD	CHF
Dépôts		
Actions et valeurs assimilées		
Obligations et valeurs assimilées		
Titres de créances		
OPC	365 570,12	200 389,91
Opérations temporaires sur titres financiers		
Créances		
Comptes financiers	16 680,22	
Passif		
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres financiers		
Dettes		
Comptes financiers		
Hors-bilan		
Opérations de couvertrure	3 010 487,79	
Autres opérations		

3.5 Créances et dettes : ventilation par nature

Autres créances

- Ventilation des opérations de change à terme
  - Achat — Néant
  - Vente — Néant
- Coupons à recevoir — Néant
- Vente à règlement différée — Néant
- Autres — Néant

Autres dettes

- Ventilation des opérations de change à terme
  - Achat — Néant
  - Vente — Néant
- Achat à règlement différé — Néant
- Frais de gestion à régler — 8 737,28 €
- Autres — Néant

3.6 Capitaux propres

Nombre et valeur des titres :

- émis pendant l'exercice (y compris la commission de souscription restant acquise à l'OPC)

Quantité :	0	actions "A"	Montant : €	0,00
Quantité :	0	actions "B"	Montant : €	0,00

- rachetés pendant l'exercice (sous déduction de la commission de rachat restant acquise à l'OPC)

Quantité :	0	action "A"	Montant : €	0,00
Quantité :	310	actions "B"	Montant : €	29 383,90

Commissions de souscription et/ou rachat :

- Montant des commissions de souscription et/ou de rachat perçues
  € 0,00
- Montant des commissions de souscription et/ou de rachat rétrocédées à des tiers
  € 0,00
- Montant des commissions de souscription et/ou de rachat acquises à l'OPC
  € 0,00

3.7 Frais de gestion

Parts "A"

- Frais de gestion fixes : pourcentage de l'actif moyen : 0,25

Parts "B"

- Frais de gestion fixes : pourcentage de l'actif moyen : 1,00

Parts "A"

- Commission de sur-performance (frais variables) : Néant

Parts "B"

- Commission de sur-performance (frais variables) : Néant

- Rétrocessions reçues au titre des OPC détenus Néant

3.8 Engagements reçus et donnés

- Engagements reçus Néant
- Engagements donnés Néant

3.9 Autres informations

➢ Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

- Titres acquis à réméré : Néant
- Titres pris en pension livrée : Néant

➢ Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie: 303 562,18 €

➢ Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan : Néant

➢ Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine : Néant

➢ Instruments financiers détenus en portefeuille émis par le prestataire ou les entités de son groupe et OPC gérés par le prestataire ou les entités du groupe Lazard : voir inventaire du portefeuille.

3.10 Tableau d'affectation des sommes distribuables

Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice				
Date	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédit d'impôt unitaire
Total acomptes				

Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice		
Date	Montant total	Montant unitaire
Total acomptes		

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat		EXERCICE au 31/03/17 €uros	EXERCICE au 31/03/16 €uros
SOMMES RESTANT A AFFECTER			
▪ Report à nouveau		0,00	0,00
▪ Résultat		-18 474,73	-15 471,40
	TOTAL	**-18 474,73**	**-15 471,40**
AFFECTATION			
▪ Distribution		0,00	0,00
▪ Report à nouveau de l'exercice		0,00	0,00
▪ Capitalisation		-18 474,73	-15 471,40
	TOTAL	**-18 474,73**	**-15 471,40**

Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	0,00	0,00
Distribution unitaire	0,00	0,00
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat		

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins values nettes		EXERCICE au 31/03/17 €uros	EXERCICE au 31/03/16 €uros
SOMMES RESTANT A AFFECTER			
▪ Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		0,00	0,00
▪ Plus et moins-values nettes de l'exercice		491 001,98	577 493,97
▪ Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercie		0,00	0,00
	TOTAL	**491 001,98**	**577 493,97**
AFFECTATION			
▪ Distribution		0,00	0,00
▪ Plus et moins-values nettes non distribuées		0,00	0,00
▪ Capitalisation		491 001,98	577 493,97
	TOTAL	**491 001,98**	**577 493,97**

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'OPC depuis les cinq derniers exercices

	EXERCICE au 28/03/13	EXERCICE au 31/03/14	EXERCICE au 31/03/15	EXERCICE au 31/03/16	EXERCICE au 31/03/17
NOMBRE D'ACTIONS EMISES AU COURS DE L'EXERCICE					
Actions "A"	**50,00**	**0**	**16**	**0**	**0**
Actions "B"	**70,00**	**3 058**	**2 999**	**110**	**0**
VALEURS EN EUROS					
Actions "A"	**1 710 607,81**	**0,00**	**950 967,88**	**0,00**	**0,00**
Actions "B"	**4 923,80**	**297 837,22**	**324 161,91**	**11 705,10**	**0,00**
NOMBRE D'ACTIONS RACHETEES AU COURS DE L'EXERCICE					
Actions "A"	**122,00**	**20**	**5**	**1**	**0**
Actions "B"	**432,00**	**262**	**6 338**	**200**	**310**
Valeur en €uros					
Actions "A"	**3 882 935,68**	**1 031 275,54**	**292 672,78**	**52 509,69**	**0,00**
Actions "B"	**26 709,14**	**26 208,46**	**705 784,09**	**21 754,00**	**29 383,90**
NOMBRE D'ACTIONS EN CIRCULATION					
Actions "A"	**126,00**	**106**	**117**	**116**	**116**
Actions "B"	**1 473,00**	**4 269**	**930**	**840**	**530**
ACTIF NET (en €)	**5 416 568,67**	**6 486 933,76**	**7 279 692,14**	**6 141 686,12**	**7 886 981,37**
ACTIF NET (en €) Actions "A"	**5 299 695,43**	**6 032 088,23**	**7 173 726,95**	**6 060 738,68**	**7 821 560,47**
ACTIF NET (en €) Actions "B"	**116 873,24**	**454 845,53**	**105 965,19**	**80 947,44**	**65 420,90**
VALEUR LIQUIDATIVE (en €)					
Actions "A"	**42 061,07**	**56 906,49**	**61 313,90**	**52 247,74**	**67 427,24**
Actions "B"	**79,34**	**106,54**	**113,94**	**96,36**	**123,43**
RESULTAT HORS COMPTE DE REGULARISATION (en €)	**-19 199,58**	**-17 157,14**	**-15 652,18**	**-15 652,39**	**-18 558,13**
RESULTAT DISTRIBUABLE (en €)	**-17 158,39**	**-17 438,91**	**-14 578,36**	**-15 471,40**	**-18 474,73**
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris acomptes)	**0,00**	**Capitalisation**	**Capitalisation**	**Capitalisation**	**Capitalisation**
SICAV de CAPITALISATION					
Capitalisation unitaire sur résultat en € :					
Actions "A"	-133,24	-152,98	-116,45	-125,81	**-154,35**
Actions "B"	-0,25	-0,28	-1,02	-1,04	**-1,07**
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes en € :					
Actions "A"		9 700,53	3 245,05	4 912,79	**4 197,67**
Actions "B"		18,16	6,03	9,06	**7,69**

COMPOSITION DE L'ACTIF DE OBJECTIF ALPHA ALLOCATION SICAV
AU VENDREDI 31 MARS 2017

Libelle		Isin	Cours	COUPON	Dev	Cours Dev	QTE	Evaluation €	%
TOTAL								**7 737 391,20**	**98,10**
OBLIGATIONS								**370 560,71**	**4,70**
EUROPE								370 560,71	4,70
PORTUGAL(REP.) 4,1% 15-15FE45A		PTOTEBOE0020	92,1010	0,5391780	EUR		400 000,00	370 560,71	4,70
OPC								**7 063 268,31**	**89,56**
UCITS à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'au								7 063 268,31	89,56
FCP LAZ.EQUITY EXPANSION-F(3D)	(*)	FR0013235223	10 284,3200		EUR		48,00	493 647,36	6,26
FCP LAZ.EQUITY EXPANSION-S(3D)	(*)	FR0012891489	1 087,4000		EUR		120,00	130 488,00	1,65
FCP OBJ. ACTS. EMERGENTES -I-	(*)	FR0010365288	83 054,3600		EUR		17,00	1 411 924,12	17,90
FCP OBJ. ALPHA HAUT RENDEM.-C-	(*)	FR0010505313	1 583,0200		EUR		270,00	427 415,40	5,42
FCP OBJ. ALPHA MONDE -S- (3D)	(*)	FR0012044535	133,9000		EUR		3 325,00	445 217,50	5,64
FCP OBJ.CAPIT.FI.-IC H-CHF(3D)	(*)	FR0013236783	1 001,3500		CHF	1,0696	107,00	100 172,45	1,27
FCP OBJ.CAPITAL FI.-IC- (3D)	(*)	FR0010952788	1 616,3200		EUR		651,00	1 052 224,32	13,34
FCP OBJ.RECOVERY EUROZ.-A-(3D)	(*)	FR0011537646	149,9700		EUR		5 060,00	758 848,20	9,62
FCP OBJECTIF CRED.FI.CHF-H(3D)	(*)	FR0013236791	1 001,8000		CHF	1,0696	107,00	100 217,46	1,27
FCP OBJECTIF CREDIT FI-DH-(3D)	(*)	FR0013076932	1 107,1700		USD	1,0691	353,00	365 570,12	4,64
FCP OBJECTIF MID CAP.EUR-A(2D)	(*)	FR0011429521	147,7300		EUR		1 000,00	147 730,00	1,87
LAZARD OBJECTIF ALPHA EURO-A3D	(*)	FR0010828913	449,0800		EUR		2 231,00	1 001 897,48	12,70
OBJECTIF ALPHA EUROPE -A- (3D)	(*)	FR0000294613	565,6900		EUR		1 110,00	627 915,90	7,96
Titres de Créances Négociables								**303 562,18**	**3,85**
TRESOR PUBLIC 355 25/07/2017		FR0120746609	0,0000		EUR		300 000,00	303 562,18	3,85
Titres donnés en pension								**0,00**	**0,00**
Créances représentatives de titres reçus en pension								**0,00**	**0,00**
Dettes representatives de titres donnés en pension								**0,00**	**0,00**
Instruments financiers à terme								**0,00**	**0,00**
Swaps								0,00	0,00
Créances								**0,00**	**0,00**
Autres								0,00	0,00
Dettes								**-8 737,28**	**-0,11**
Autres								-8 737,28	-0,11
Comptes financiers								**158 327,45**	**2,01**
Liquidités								158 327,45	2,01
TOTAL DE L' ACTIF NET								**7 886 981,37**	**100,00**

(*) Instruments financiers émis ou gérés par une entité du Groupe Lazard
Estimation faite en fonction des cours de bourse disponible le 31-03-2017

Nombre d'actions B au 31-03-2017	530,000
Valeur liquidative au 31-03-2017	123,43
Actif Net au 31-03-2017	65 420,90
Nombre d'actions A au 31-03-2017	116,000
Valeur liquidative au 31-03-2017	67 427,24
Actif Net au 31-03-2017	7 821 560,47

CERTIFICATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

CERTIFICATION DU DEPOSITAIRE
LAZARD FRERES BANQUE

OBJECTIF ALPHA ALLOCATION
Société d'investissement à capital variable
Siège social : 121, boulevard Haussmann – 75008 Paris
495 123 572 RCS Paris

RESOLUTION D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES VOTÉE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 27 JUIN 2017

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

Deuxième résolution

L'assemblée Générale approuve les sommes distribuables de l'exercice qui s'élèvent à :

-18 474,73 € somme distribuable afférente au résultat
491 001,98 € somme distribuable afférente aux plus et moins-values nettes

Et décide de leur affectation comme suit :

1) Somme distribuable afférente au résultat
-18 474,73 € Capital Social conformément à l'article 27 des statuts de la société

2) Somme distribuable afférente aux plus et moins-values nettes
491 001,98 € Capitalisation